

### Initiatives ministérielles

conditions qui mineront sérieusement notre qualité de vie à tous? [...] Nous ne voulons pas que notre avenir ressemble à ce que nous voyons actuellement dans la plupart des villes américaines.

«Ne vous y trompez pas, la pauvreté est le plus grave problème non résolu au Canada. [...] Qu'il n'y ait pas de malentendu. Nous, les dirigeants d'entreprise, seront jugés comme ayant manqué à nos responsabilités envers la société canadienne si nous n'amenons pas le Canada à se pencher sérieusement sur ce problème.»

• (1330)

Avec tout le respect que je dois à la Chambre, nous aussi, en tant que députés du Parlement du Canada, manquerons à nos responsabilités envers les Canadiens si nous n'agissons pas pour régler ce problème.

Le 24 novembre 1994, la Chambre a adopté à l'unanimité une motion visant à éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000. Cependant, entre 1989 et 1993, le nombre d'enfants vivant dans des foyers à faible revenu a augmenté de près d'un demi-million. Les enfants sont un cadeau de l'avenir, et nous devons tous respecter cet engagement que nous avons pris d'éliminer la pauvreté chez les enfants.

Les problèmes de la pauvreté sont complexes, et les solutions revêtent de multiples facettes. Si je soulève cette question très cruciale durant ce débat prébudgétaire, c'est pour demander au gouvernement de se souvenir, lorsqu'il préparera le budget de 1996, que la Chambre s'est engagée à éliminer la pauvreté chez les enfants et de fixer ses priorités en matière de dépenses de façon à atteindre cet objectif.

Il y a beaucoup de groupes de pression et de fausses idées qui peuvent contribuer à entraver les efforts déployés en vue d'éliminer la pauvreté chez les enfants.

Nous entendons aussi des politiciens des deux côtés de la Chambre qui disent qu'ils doivent obéir à la volonté des électeurs qu'ils représentent en tant que députés. Nous ne devons jamais oublier que, même si les enfants ne votent pas, nous les représentons. En tant que députés, nous devons aussi respecter les besoins des enfants.

**M. Ray Speaker (Lethbridge, Réf.):** Monsieur le Président, il y a maintenant deux ans que je suis à la Chambre et que je suis membre du Comité des finances ainsi que porte-parole de mon parti sur les questions de finances. Je suis donc très heureux d'intervenir dans le débat sur ce rapport. J'estime personnellement, et je suis convaincu que c'est le cas de beaucoup d'autres personnes, que l'état des finances de la nation est de la plus haute importance et constitue notre première priorité.

Aujourd'hui, je poserai quelques questions simples. Dans quel état sont nos finances et comment en sommes-nous arrivés là? À qui devons-nous nous adresser pour obtenir une réponse à ces questions? Ce n'est qu'après avoir obtenu ces réponses que nous pourrions répondre à l'autre question, la plus importante: que faut-il faire?

Voyons où nous en sommes. Le gouvernement continue de s'endetter, mais pas aussi rapidement qu'avant. Il dépense encore trop, mais un peu moins. Il surtaxe encore, mais il le camoufle plus habilement.

En 1996-1997, le gouvernement dépensera 25 milliards de dollars de plus que ce qu'il a. En 1997-1998, il dépensera 17 milliards de plus que ce qu'il a. Il est triste de voir que certaines personnes appellent cela des progrès. Pour moi, c'est de l'irresponsabilité.

Il est vrai que le ministre des Finances réduit le déficit, mais il ne le fait pas assez rapidement. Il y aura des compressions, mais en 1997 seulement. Il est vrai qu'il s'efforce de mettre de l'ordre dans nos finances, mais il manque de conviction, ce qui fait que le terrain gagné pourrait être perdu très rapidement.

Le gouvernement risque gros en s'obstinant à aller lentement. Une récession, une crise sécessionniste ou une hausse des taux d'intérêt pourrait anéantir trois années de progrès en quelques jours et nous ramener exactement là où nous étions au début de la 35<sup>e</sup> législature, c'est-à-dire à un déficit de 40 à 44 milliards de dollars.

• (1335)

Le gouvernement est lourdement endetté et il est incertain de la route à suivre, manquant de conviction et en pleine dérive. Comment expliquer cette situation? À quoi attribuer cette incertitude, cette dérive et l'endettement massif qui engloutit le gouvernement?

J'ai remarqué que les libéraux qui sont arrivés en 1993 avaient des convictions. Ils croyaient dans l'idéologie, dans la philosophie et dans la cause du libéralisme. Je dois reconnaître, lorsque je compare l'environnement de la Chambre des communes à celui de l'Assemblée législative de l'Alberta, où j'ai passé 28 ans et demi, que le libéralisme n'était pas vivant dans cette assemblée. Le libéralisme est cependant vivant à la Chambre des communes, mais je ne puis croire qu'il existe au Canada tel que les libéraux le conçoivent.

Les libéraux, qui dirigent le pays, croient dans la même cause que leurs prédécesseurs, les Trudeau, Martin et Pearson, qui ont édifié un énorme État providence pour choyer les Canadiens toute leur vie durant.

En quoi ces libéraux de l'État providence croyaient-ils vraiment? Ils croyaient en un gouvernement qui agissait de haut en bas, plutôt que de bas en haut. Nous en subissons aujourd'hui les conséquences. Ils voulaient centraliser les pouvoirs, au lieu de les laisser à la population. Ils croyaient que le gouvernement devait dire aux gens quoi faire, et non l'inverse. Cette conception du gouvernement a eu des conséquences très prévisibles.

Premièrement, les programmes sociaux ont favorisé la dépendance, et non l'autonomie. Les subventions aux entreprises ont faussé les règles du jeu au lieu de favoriser la concurrence. Les politiques paternalistes ont étouffé le sens de l'initiative au lieu de créer des débouchés. Parce qu'ils ont cru que le gouvernement était plus capable de gérer la vie des gens que ne l'étaient ces derniers, les libéraux partisans de l'État providence n'ont pas hésité à augmenter de plus en plus les impôts pour financer les programmes sociaux.

C'est le legs dont les libéraux ont hérité lorsqu'ils ont été élus et sur lequel ils continuent à bâtir: un État providence dépassé, auquel on ne croit plus et qui n'est plus conforme à la vision qu'en avaient ses créateurs. Pourtant, les libéraux dont la campa-